

Sur notre site internet, vous pouvez retrouver gratuitement toutes nos publications et de multiples vidéos :

www.lutte-ouvriere.org

Lutte ouvrière

Marne



Lettre d'information locale

13/04/2020

Même en période d'épidémie, la bourgeoisie poursuit sa guerre de classe. A nous de défendre notre peau !

Dans ce numéro :

Un préfet préoccupé par la santé... des patrons ! 2

Émotion sélective 2

Bronze Alloys : Une ambition de vautour 2

Un bus nommé retour à la case départ 3

Comment perdre une bonne occasion de se taire 3

Communiqué de Thomas Rose 3

Témoignage d'un ouvrier 4

Un bilan sanitaire catastrophique 4

Cela fait maintenant près de quatre semaines que chacun est appelé à rester chez soi face à l'épidémie. Tout le monde ? Non : dans bien des entreprises pourtant non essentielles comme dans la métallurgie, les ouvriers ont été appelés à poursuivre le travail.

En l'absence de moyens suffisants (lits de réanimation, gel hydroalcoolique, masques, tests, etc.), il ne restait plus que le confinement pour éviter que les services d'urgence ne soient dépassés.

Cette situation n'a pas seulement pour cause l'incompétence. Elle est due à des choix politiques conscients depuis des dizaines d'années. Des choix que les personnels de santé ne cessaient et ne cessent encore de dénoncer. L'argent nécessaire à la santé a été distribué aux entreprises, aux actionnaires, à coups de réduction d'impôts, de subventions et d'aides diverses.

Évoquant le jour d'après, Macron a affirmé que rien ne serait plus comme avant... Mais que valent ces paroles alors que le grand patronat appelle à la reprise du travail dès maintenant ? Le gouvernement lui a déjà octroyé la possibilité de travailler 60 heures par semaine, de prendre sur les congés et les RTT. Aujourd'hui, Roux de Bézieux, le patron du Medef, veut remettre en cause les congés d'été, les jours fériés, afin de favoriser la « croissance et la création de richesses ». Un message reçu 5 sur 5 par le gouvernement : la secrétaire d'Etat à l'économie lui a tout de suite emboîté le pas.

Mais dans quelles poches va aller cette

richesse ? Dans celles de la bourgeoisie comme c'est la règle dans cette société pourrie.

Le travail est en train de reprendre dans les entreprises de la région comme dans les maisons de champagne Vranken-Pommery ou Mumm, sous couvert de volontariat. Mais de quel volontariat parle-t-on quand les travailleurs perdent en chômage partiel 20 ou 30 % de leurs revenus lorsqu'on inclut les primes ? Ce chantage aux salaires, même l'organisme HLM Châlons Habitat le pratique.

La région Grand-Est vient d'annoncer qu'elle a acheté deux millions de tests... à destination prioritaire des grandes entreprises, afin que le travail reprenne au plus vite.

Le chef du parti présidentiel conditionne l'abandon de la réforme des retraites à un pacte républicain visant à sceller une « union sacrée » derrière les intérêts de la bourgeoisie ?

Tous ces discours révèlent que la préoccupation première de ces gens-là est de relancer au plus vite la machine à profits des capitalistes, quitte à mettre en danger la vie des travailleurs et du reste de la population.

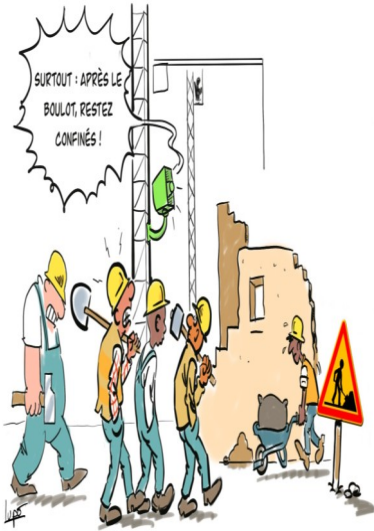
L'épidémie est loin d'être derrière nous. Mais le plus grand danger pour l'humanité, c'est ce pouvoir de la grande bourgeoisie qui dicte ses choix à l'ensemble de la société. Face à la rapacité des capitalistes, seuls les travailleurs ont la force collective de faire prévaloir l'intérêt général.

C'est pourquoi on ne peut se contenter de quelques mesures, il faut renverser la domination de la bourgeoisie qui pousse toute la société à la catastrophe.

Après l'épidémie, Quelle place pour le capitalisme ?



Quelle est la priorité ?



Un préfet préoccupé de la santé... des patrons !

Interpellé par les syndicats sur quelles entreprises seraient indispensables, le préfet de la Marne a indiqué que sa préoccupation était de poursuivre l'activité économique.

En clair : les entreprises doivent rester ouvertes !

Comme partout, le slogan du gouvernement n'est plus

"restez chez vous", mais "allez bosser" !

Il en a même rajouté en s'opposant à l'avance à une restriction d'horaires dans les grandes surfaces car "il faut que les consommateurs puissent bricoler".

Après s'être attaquées aux hôpitaux et aux services publics, détruit des stocks de masques, supprimé

des lits de réanimation pendant des années, après avoir dit tout et son contraire, maintenant les autorités préfectorales encouragent des entreprises à sortir des productions non-urgentes alors qu'on manque de masques et de respirateurs.

C'est vraiment un art du bricolage totalement irresponsable !

Émotion sélective

Avec la crise sanitaire, les journalistes en vue dénoncent surtout le désastre économique que subissent les commerces et les entreprises.

Pourtant, ceux qui risquent réellement de ne pas pouvoir manger correctement ou de ne plus avoir accès aux be-

soins de base sont les travailleurs précaires privés de contrats, les intérimaires laissés à la maison et les chômeurs qui ne sont pas près de retrouver un travail.

Le directeur régional de Pôle Emploi Grand-Est a beau assurer vouloir « ne laisser personne sur le bord de la rou-

te », ce ne sont que des mots.

Interdire les licenciements, obliger le dernier employeur à garantir les salaires des précaires tout le temps du confinement : voilà des mesures concrètes qui permettraient de ne laisser personne de côté.



Bronze Alloys (Suippes) Une ambition de vautour

La direction a choisi de continuer la production, alors qu'elle n'a rien d'essentiel dans la période.

De nombreux travailleurs dénoncent cette décision, mais aucune mesure sérieuse n'a été prise.

Paroles de patron : « les ouvriers

peuvent pousser le tourniquet avec leur coude au lieu de la main" ; "chacun a reçu son flacon de gel hydroalcoolique »

Pour la direction, c'est suffisant, car "l'activité économique doit perdurer... nos produits concernent des marchés tels que

les pièces de sécurité dans l'aéronautique ou le naval...". D'autant que ce serait, toujours pour la direction, l'opportunité de racheter des concurrents fragilisés !

Difficile de savoir si cette direction est plus cynique qu'irresponsable.

Un bus nommé retour... à la case départ

Mardi 31 mars, un bus affrété par le CHU de Reims et transportant 8 malades atteints du Covid-19, à destination du CHU de Tours, a reçu l'ordre de rebrousser chemin à mi-parcours.

Quelles que soient les circonstances à l'origine de cet incident, manque de coordination entre les services, décisions prises dans l'urgence ou jeu d'influences politiques, ce nouvel aléa démontre surtout à quel

point la gestion de la crise sanitaire est catastrophique.

Ces transferts de grands malades, dans des conditions coûteuses en moyens humains, matériels, et périlleuses pour les personnes, sont révoltants. Ils ont beau jeu de se renvoyer la balle alors que, jour après jour, les personnels hospitaliers et les malades paient le prix fort, et de leur vie, l'incurie criminelle de ceux qui nous gouvernent et qui ont fermé des milliers de lits

d'hôpital ces dix dernières années.

Les manifestants de la Santé scandaient il y a peu « *L'État compte ses sous, nous comptons les morts* », jamais slogan n'a pris chair de manière si rapide et si violente.

La liste est très longue des comptes que nous aurons à régler à l'issue de cette crise, si nous ne voulons pas en rester... à la case départ.

Comment perdre une bonne occasion de se taire...

Le maire de Reims, Arnaud Robinet, s'est empressé de mettre en cause une décision politique de la direction générale de la Santé et du cabinet du ministre.

On ne connaît pas les tenants et aboutissants de l'échec de ce transport.

Ce qui est sûr, c'est qu'Arnaud Robinet a la mémoire courte. Il oublie vite ses propres responsabilités. Ainsi, à l'occasion de ses vœux aux personnels du CHU, le 23 janvier dernier, il a été pris à partie par des syndicalistes de la CGT, qui dénonçaient la situation alarmante de

cet hôpital public asphyxié par des années de restrictions budgétaires. À l'époque, il défendait la commission médicale d'établissement, rappelant que le projet "d'un nouvel hôpital" était conditionné à des fermetures de lits toujours plus nombreuses.

Communiqué de Thomas Rose



J'ai été particulièrement choqué par les propos tenus par le maire de Reims concernant le retour

de huit patients atteints par le Covid-19 dont le transfert vers le CHU de Tours a été annulé.

Insinuer, comme le fait M. Robinet, que Reims et plus largement la région Grand-Est était mise de côté au profit de l'Ile-de-France est méprisables.

Surtout, une telle assertion vise à nier le véritable problème, celui de l'insuffisance de moyens pour la santé qui ne laisse d'autre solution que de transférer les malades en toute urgence dans les régions les moins touchées.

Cette insuffisance de moyens était bien connue de M. Robinet puisqu'il est, rappelons-le, président du conseil de surveillance du CHU et qu'il a à ce titre acté la fermeture de dizaines de lits à l'hôpital de Reims.

Les personnels du CHU, en grève depuis plusieurs mois, lui

ont rappelé à plusieurs reprises la situation critique qu'ils subissaient, en particulier lors de la cérémonie des vœux de cette année 2020.

Ceux qui sont responsables de la pénurie en matériel et en personnel sont ceux qui, depuis des années, à tous les niveaux, ont cautionné et soutenu cette politique de réduction de moyens pour la santé et qui a aujourd'hui des conséquences criminelles.

le 2 avril 2020

Témoignage d'un ouvrier de *Together Industry* (Prunay)

Mercredi 17 mars, alors que le confinement avait commencé la veille, de nombreux travailleurs de l'usine étaient non seulement très inquiets mais parlaient entre eux de se mettre en droit de retrait.

Etre à plusieurs dizaines dans le même atelier, travailler à deux sur une même pièce (donc à moins d'un mètre de distance), s'échanger des outils ou des documents, c'était à coup sûr prendre le risque de nous contaminer mutuellement, de contaminer notre entourage et de propager le virus. Et tout ça pour produire des pièces d'aviation, rien d'urgent ni d'essentiel dans la période de pandémie !

Plutôt que d'assurer notre sécurité, la direction révélait son cynisme : les seules consignes sanitaires données, c'était ne pas

aller à la machine à café, ne pas nous regrouper pour discuter, ne pas aller au réfectoire et donc se contenter d'un repas froid à notre poste de travail... bref, produire, et puis c'est tout !

Le directeur est descendu dans les ateliers pour expliquer que nous n'étions pas dans les conditions du droit de retrait. Lui, il restait bien sagement à deux mètres de nous pour nous le dire...

Finalement, suite à notre pression collective, il a déclaré que l'usine fermerait le soir à 21h. Et encore, pas pour les peintres, parce qu'il y avait des pièces à finir...

La fermeture allait jusqu'au dimanche... On pensait qu'elle serait prolongée, mais non : le lundi, alors que les morts commen-

çaient à se compter par centaines dans le pays, il fallait reprendre le boulot !

Cette fois-ci, bien des travailleurs ont été mis en arrêt-maladie par leurs médecins. Certains secteurs sont en chômage partiel, et pas à cause du virus, mais par manque de pièces !

Le directeur a promis des sanctions contre ceux « *qui ne feraient pas leur maximum pour venir travailler* ».

Le pire peut-être, c'est qu'il dit que c'est « *pour notre bien* », pour qu'on touche notre salaire complet ! Touchante préoccupation... qu'il pourrait solutionner en nous indemnisant à 100% !

Car, pour nous, il n'est pas question de perdre notre vie à la gagner.

Le directeur de l'ARS Grand-Est débarqué, mais une politique criminelle qui continue !

Malgré tout le dévouement des personnels de santé, il y a plus de 200 décès recensés dans la Marne, dont un tiers dans les Ephad. Pour faire face à l'épidémie, dans le département comme ailleurs, les moyens sont insuffisants après des années de fermetures de lits.

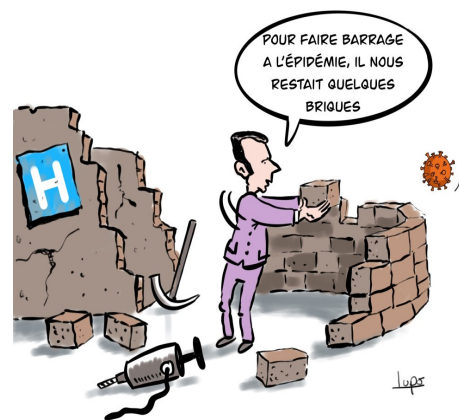
En début de semaine dernière, des infirmières se retrouvaient à porter pendant 10h le même masque ; à d'autres on conseillait de les laver pour les réutiliser. Les surblouses, les tests manquent...

C'est dans ce contexte que le directeur de l'Agence Régionale de Santé, c'est-à-dire l'organisme de l'Etat en charge du système de santé dans la région Grand-Est, a déclaré qu'après l'épidémie il met-

trait en place la suppression de 174 lits et près de 600 postes au CHU de Nancy... Autant dire que la réaction des hospitaliers a été à la hauteur de ces propos scandaleux.

Depuis cette déclaration, le responsable de l'ARS du Grand-Est a été limogé. Les « faux-culs » qui nous gouvernent lui reprochent sans doute de dire tout haut ce qu'ils pensent tout bas. Ainsi Olivier Véran, le ministre de la Santé, s'est empressé de déclarer que bien évidemment « *tous les plans de réorganisation étaient suspendus* ». « Suspendus », cela ne signifie pas « annulés » !

Pour ceux qui se succèdent au pouvoir, la priorité est de servir les intérêts de la minorité de privilé-



giés, pas d'assurer des moyens d'existence corrects à tous. Ceux qui dirigent la société ne sont pas des incompetents, les choix qui sont faits sont tout à fait conscients, ce sont des choix de classe.

Alors oui, pour maintenir les postes, les lits, pour empêcher ce saccage programmé de l'hôpital, il ne faudra compter que sur nous-mêmes, notre mobilisation, notre colère et celle de tous les personnels soignants.